

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Douglass T. MACELLEN, *Legal Research Handbook*, 2^e éd., Toronto, Butterworths, 1986, 411 p., ISBN 0-409-84779-8.

par Jean Rhéaume

Les Cahiers de droit, vol. 29, n° 2, 1988, p. 557-559.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/042897ar>

DOI: 10.7202/042897ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

à l'échelle de l'ensemble de l'Amérique du Nord? L'intérêt le plus immédiat nous incite à le faire. Si les primes augmentent au Canada en fonction des indemnités accordées aux États-Unis, pourquoi ne prendrions-nous pas notre part du gâteau en élevant le niveau de nos indemnités? (p. 84-85)

Ce passage appelle plusieurs remarques. Il convient, même dans un ouvrage populaire, de mentionner, au moins, le nom des parties et l'année d'une décision de la Cour suprême. L'auteur a-t-il lu cette décision ainsi que les deux autres qui forment la «trilogie»? (*Andrews c. Grand and Toy Alberta Ltd.*, [1978] 2 R.C.S. 229, *Thornton c. Board of School Trustees of School District No. 57*, [1978] 2 R.C.S. 267, *Arnold c. Teno*, [1978] 2 R.C.S. 287).

Il aurait pu aussi prendre connaissance des commentaires de la doctrine québécoise. Il aurait ainsi constaté que l'indemnisation du préjudice se fait plutôt *in concerto* mais qu'il existe des difficultés eu égard au préjudice de nature extra-patrimoniale. Rassurons cependant l'auteur, le «processus d'internationalisation» qu'il redoutait, avec raison, est maintenant freiné (voir *Jim Russell International Racing c. Hite*, [1986] R.J.Q. 1610 (C.A.) et *Québec-Téléphone c. Lebrun*, [1986] R.J.Q. 3073 (C.A.)). L'auteur ignore-t-il la persistance d'un particularisme juridique comme composante de la culture québécoise?

Le nœud du problème se situe probablement dans la méthode de recherche choisie : une enquête auprès d'une cinquantaine de personnes. Sommaire, l'information ne dépasse pas le niveau d'articles de journaux ou de revues d'intérêt général. L'auteur aurait dû parfaire sa recherche. Vérifier si certains des maux américains (procès devant jury, dommages punitifs automatiques) se retrouvent au Québec. Trouver d'autres sources juridiques : par exemple retracer le livre classique de Carbonnier, (*Flexible droit*, Paris, L.G.D.J., 1983), dont il approuve les idées énoncées dans un court article. Et même, pourquoi pas consulter les volumes utilisés par les étudiants de première année

de droit? (M. TANCELIN, *Des obligations*, Montréal, Wilson et Lafleur, 1986 et J.L. BAUDOIN, *La responsabilité civile délictuelle*, Montréal, Yvon Blais, 1985, P.A. CRÉPEAU, *Théorie générale de l'obligation juridique, éléments d'une introduction*, Montréal, Centre de recherche en droit privé et comparé du Québec, 1987). La doctrine juridique québécoise se préoccupe de plus en plus des fondements du droit.

Nous ne pouvons cependant reprocher à l'auteur de ne pas avoir tenté d'obtenir des informations auprès du Barreau du Québec. Mais l'accueil qu'on lui fit (voir la lettre p. 50) avait de quoi refroidir son enthousiasme et même influencer son portrait des avocats (voir p. 92, 99).

Reconnaissons néanmoins à Jacques Dufresne le mérite de s'être attaqué à l'analyse d'un phénomène sociologique : l'inflation juridique, et souhaitons l'ouverture d'un dialogue continu entre juristes et non-juristes. La communication entre ces groupes est parfois difficile. L'apparition, encore timide, de la sociologie juridique et de la philosophie du droit, parmi les enseignements des facultés de droit, améliorera peut-être la compréhension réciproque. D'ailleurs, la mise en application de ces chartes, si décriées par l'auteur, force parfois juges et avocats à prendre conscience des fondements philosophiques ou sociologiques du droit positif.

Louise POUDRIER-LE BEL
Université Laval

Douglass T. MACELLVEN, **Legal Research Handbook**, 2^e éd., Toronto, Butterworths, 1986, 411 p., ISBN 0-409-84779-8.

L'ouvrage de M. MacEllven, comme son titre l'indique, est avant tout un manuel, un livre de consultation pratique écrit en vue de faciliter le travail des étudiants et avocats qui consacrent leur temps à la recherche. Nous pouvons affirmer sans nous tromper que son auteur, à l'intérieur des limites qu'il

a fixées, a réussi avec brio à atteindre le but poursuivi.

Dans l'ensemble, le plan de l'ouvrage demeure identique à celui de la première édition, l'auteur ayant surtout procédé à des remaniements destinés à améliorer un plan déjà fort élaboré. À cet égard, soulignons que les chapitres 3 (*Digests and Indexes for Law Reports*) et 11 (*Research Checklists...*) ont été largement réaménagés. Les chapitres 1 (*Legal Research Concepts*), 2 (*Law Reports*), 4 (*Statutes*), 5 (*Subordinate Legislation*), 6 (*Statute and Case Citators*), 7 (*Legal Encyclopedias*), 8 (*Legal Periodicals...*) et 9 (*Other Secondary Literature Research Sources*) ont simplement été mis à jour et concernent avant tout le droit fédéral et celui des provinces dites de common law.

Le très intéressant chapitre 10 présente au lecteur, en moins de quarante pages, un excellent résumé de la façon d'effectuer une recherche avec l'aide des banques de données disponibles sur le marché en 1986, ainsi qu'un résumé du contenu de ces banques de données. Il s'agit d'un chapitre important, et même essentiel, si l'on considère l'utilité et jusqu'au caractère indispensable de la recherche assistée par ordinateur pour les praticiens et les chercheurs universitaires. Sans nous étendre davantage sur cet aspect maintenant, soulignons que la recherche assistée ou secondée par ordinateur permet d'effectuer non seulement des recherches plus rapidement, mais aussi et surtout des recherches plus complètes et plus à jour.

Le nouveau chapitre 12 de la deuxième édition de cet ouvrage, intitulé *Researching Quebec Law*, a été préparé par le professeur Denis Le May de l'Université Laval. Il aborde, à propos du droit québécois, tous les aspects examinés à l'égard des sources d'information des autres provinces, comblant ainsi la lacune majeure de la première édition.

Dans les chapitres 13 (*Researching English Law*), 14 (*Researching American Law*) et 15 (*Researching Law of Australia...*), MacEllven traite de la recherche dans d'au-

tres pays de common law, et présente même la structure du système judiciaire de ces pays. Dans une édition ultérieure, il serait intéressant d'ajouter un chapitre sur la recherche en droit français. Il serait aussi utile de présenter brièvement la structure du système judiciaire des différentes provinces canadiennes : non seulement les juristes étrangers pourraient-ils en bénéficier, mais aussi ceux du Canada qui, très souvent, ne savent pas par exemple le nombre de provinces où existent encore sous ce nom les « cours de district et de comté » mentionnées dans le fameux article 96 de la *Loi constitutionnelle de 1867*!

Dans le bref chapitre 16 (*Law Firm Libraries*), l'auteur trace les grandes lignes du rôle de la bibliothèque et du bibliothécaire dans une étude légale. Soulignons à cet égard que, sans avoir de bibliothécaire en titre, de nombreuses études ont formé un secteur « recherche » où œuvre une équipe d'avocats, stagiaires et techniciens. Chacun d'eux trouvera dans ces quelques pages certains conseils pratiques très utiles pour travailler de manière efficace.

Le chapitre 17 (*Legal Citation*) constitue un bref exposé de la façon dont il faut citer les arrêts, les lois, les règlements, les débats parlementaires et la doctrine. Il contient également de nombreux renseignements très utiles, mais aussi une imprécision qu'il faut signaler. À la page 321, l'auteur présente « al. » comme l'abréviation servant à préciser le *paragraph number* d'un article dans un code du Québec, donnant pour exemple « Code civil, art. 351, al. 2 ». Or, bien que le terme anglais *paragraph* puisse être traduit à la fois par *paragraphe* et par *alinéa*, l'expression *paragraph number* doit l'être par *paragraphe* seulement. En effet, on utilise ce dernier terme (ou son abréviation « par. ») lorsque le *paragraph* est numéroté, et on emploie le terme « *alinéa* » (ou son abréviation « al. ») lorsqu'il ne l'est pas. Ainsi, l'auteur avait raison d'indiquer « al. 2 » dans son exemple puisque l'article 351 C.C. ne contient que deux *alinéas* (*paragraphes* non numérotés). La distinction peut s'avérer importante

dans certains cas où une poursuite est fondée sur une disposition comportant à la fois des paragraphes et des alinéas.

Le chapitre 18 (*Social Science, Science, and Government Publications Research*), absolument nouveau, vise à permettre aux juristes d'effectuer des recherches dans des domaines autres que le droit et dans les publications gouvernementales. C'est un ajout opportun, compte tenu du fréquent recours aux services de professionnels d'autres disciplines, pour fins d'expertise par exemple.

Également nouveau, le chapitre 19 (*Improving Legal Writing*) constitue en dix pages un excellent résumé des divers types de documents qu'un juriste peut être invité à rédiger ainsi que des principales règles à suivre en pareil cas.

L'annexe A (*Table of Report and Digest Abbreviations*) fournit une longue liste des abréviations de recueils de jurisprudence et de leur signification. Bien que le choix de certaines abréviations soit discutable, il faut savoir gré à l'auteur de les avoir regroupées et identifiées en indiquant souvent les années de publication ou la période couverte. En ce qui concerne celles propres au Québec, il faut déplorer l'absence fréquente d'accentuation et certaines erreurs d'orthographe (inévitables?). De façon plus importante, il faut mettre en garde contre le changement de désignation des principaux recueils à compter de 1986, année de publication de la liste. Depuis 1986 en effet, les recueils C.A., C.S., C.P., C.S.P., T.J. ont été « refondus » pour donner place aux *Recueils de Jurisprudence du Québec* (R.J.Q.), et sont complétés par des recueils spécialisés tels que R.D.F. (*Recueil de droit de la famille*), R.D.I. (*Recueil de droit immobilier*), R.R.A. (*Recueil en responsabilité et en assurance*) et D.L.Q. (*Droits et libertés au Québec*).

L'annexe B (*Selected Sources for Further Study*), ainsi qu'un glossaire des principaux termes et concepts utilisés en recherche et un index, complètent ce volume.

À l'instar de la rédaction, la recherche constitue un secteur d'activités plutôt discret de la pratique privée du droit, si on la compare à la plaidoirie ou à la négociation. Son importance n'en souffre pas pour autant, car son caractère vital demeure connu et reconnu. Rien n'empêche cependant que la publication d'ouvrages tels que celui de MacEllven rehausse l'estime due à ce champ de spécialisation en plein essor.

Jean RHÉAUME
Québec

British and French Statutory Drafting, The Proceedings of the Franco-British Conference of 7 and 8 April 1986, sous la direction de Sir William DALE, Londres, Institute of Advanced Legal Studies (University of London), 176 p.

Le rédacteur de textes législatifs est un communicateur d'un genre fort particulier car son objectif consiste à traduire dans une forme aussi succincte que possible la volonté du législateur, soit un travail qui exige à la fois des habiletés vastes et spécialisées. Par-delà la rédaction unilingue, la confrontation de deux langues et de deux systèmes juridiques a pour effet de mettre en relief les caractères spécifiques de chaque culture abritant ces langues et systèmes, ce qui constitue un point d'ancrage important pour les études comparatistes. Voilà en quelques mots les idées forces qui se dégagent de cette première rencontre franco-britannique sur les questions de rédaction législative.

Toute tentative de survoler l'ensemble du sujet se heurte d'emblée aux milliers de composantes qui fondent la spécificité d'une culture juridique : langue et système. C'est ainsi qu'une bonne partie de l'ouvrage est consacrée à de longues descriptions des institutions qui demeurent, cependant, bien connues de ceux qui fréquentent l'une ou l'autre de ces deux cultures. Il est question à tour de rôle du Parliamentary Counsel et du Conseil d'État, des Houses of Parliament et